



Damien Bischoff et Jean-François Pérouse

La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien Patrimoines en danger ?

Institut français d'études anatoliennes

III. Des impacts socio-économiques discutés

DOI : 10.4000/books.ifeagd.854

Éditeur : Institut français d'études anatoliennes

Lieu d'édition : Istanbul

Année d'édition : 2003

Date de mise en ligne : 4 novembre 2014

Collection : Patrimoines au présent

EAN électronique : 9782362450372



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2003

Référence électronique

BISCHOFF, Damien ; PÉROUSE, Jean-François. *III. Des impacts socio-économiques discutés* In : *La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien : Patrimoines en danger ?* [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2003 (généré le 09 juin 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/854>>. ISBN : 9782362450372. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.854>.

Ce document a été généré automatiquement le 9 juin 2023.

III. Des impacts socio-économiques discutés

A. Le déplacement des populations, à diverses échelles

1. Des centaines de villages déjà engloutis, totalement ou partiellement, et bien d'autres programmés...

Tableau 7 : Les barrages sur le Tigre et ses affluents et les populations concernées

Nom du barrage	Nombre de villages engloutis totalement ou partiellement	Nombre de personnes concernées
Kralkızı	13	?
Dicle	21	?
<i>Batman</i> (rivière Batman)	16	800 ? Pb. du <i>Malabadi Köprüsü</i>
İlisu-Hasankeyf (Batman)	68 villages totalement engloutis ; 57 partiellement selon KHRP (1999). 82, dont 50 « vides », et 101, dont 38 « vides », selon le DSI	De 12 000 à 60 000 selon les sources.
Atatürk (limite Urfa et Adıyaman)		50 000 ?
Karakaya		?

Birecik (Urfa)		30 000 selon certaines sources (*)
----------------	--	------------------------------------

(*) Voir site Internet www.halfeti.com.

- 1 Reconnaissons-le d'emblée : il est impossible d'évaluer le nombre des déplacés, tant les chiffres avancés sont contradictoires et les catégories descriptives habituellement utilisées sont floues. En effet, tantôt on parle de personnes dont les habitations principales sont ou vont être englouties, tantôt on parle de personnes dont les terres sont ou vont être englouties, tantôt de celles dont la vie quotidienne sera affectée par la montée des eaux. Par ailleurs, tantôt on parle au futur, tantôt au passé ; tantôt de hameaux, tantôt de villages... Il faudrait aussi faire la part, mais elle est difficilement quantifiable, des départs provoqués par le bouleversement des structures de propriété et d'exploitation qu'a entraîné le GAP, avec l'extension des surfaces irriguées et le renchérissement corrélatif des terres (à l'achat comme à la location). En outre, l'irruption de nouveaux propriétaires et le recul des terres publiques, collectives, qui a accompagné la bonification de celles-ci, a aussi marginalisé la classe des exploitants non-propriétaires. Enfin, une partie des départs constatés peut aussi relever de l'exode rural, dans le cas de familles ne parvenant pas à subvenir à leurs besoins et n'ayant pas pu bénéficier des retombées du GAP. La perpétuation des mouvements saisonniers vers les champs de coton de la plaine de la Çukurova, à partir des départements de Gaziantep, Urfa, Adiyaman et Siirt, est la preuve que les nouvelles opportunités d'emplois créées par le GAP ne suffisent pas à retenir ces prolétaires agricoles. Chaque année en effet, plus de 150 000 travailleurs font la migration ; une partie d'entre eux s'est même installée en Çukurova.
- 2 Ce manque de rigueur révèle, comme le souligne le rapport du KHRP sur Ilisu (1999), le défaut d'études précises et localisées, préalables aux travaux, sur les environnements immédiats des barrages. En outre, les statistiques démographiques sont peu fiables : les données du recensement général de la population de 1997, sur lesquelles s'appuient certaines études d'impact, ont d'ailleurs été invalidées au plus haut niveau de l'État. Ainsi, les complexes pratiques de mobilité qui caractérisent les populations concernées n'ont-elles pas été prises en compte. De plus, nombre de villages et de hameaux engloutis ou en passe de l'être ont été « vidés » à la fin des années 1980 ou au début des années 1990, « pour des raisons de sécurité », pour reprendre la périphrase en vigueur. Ce qui fait dire à certains que la politique de « terre brûlée » menée dans le climat de violences que l'on sait, a été parfois une manière de réaliser des évictions programmées par ailleurs. Au total, ces incertitudes sont d'autant plus gênantes que les politiques de relogement sont fondées sur ces valeurs.
- 3 Selon le « Conseil de suivi des barrages et du patrimoine culturel de Turquie », en 2002, 40 000 personnes sont exposées au risque de déplacement par l'ensemble des barrages de Turquie (1135 achevés et 335 encore en construction). Plus largement, ces personnes comprises, toujours selon la même source, 130 000 personnes seraient directement concernées par les barrages, et 222 villages. Ces estimations très officielles ne sont pas partagées par tous. Des chiffres beaucoup plus importants étant parfois proposés, sans que l'on puisse vraiment trancher.
- 4 L'examen des données du recensement d'octobre 2000, récemment publiées, permettent de compléter les estimations dont on dispose. Ils indiquent pour les

arrondissements de Halfeti (Urfa) et de Hasankeyf une forte diminution de la population entre 1990 et 2000 (le recensement de 1997 n'étant pas pris en compte), autant dans les villes que dans les villages : pour la population totale le recul est de -31 % à Hasankeyf et de -47 à Halfeti (où c'est surtout la population urbaine, de la bourgade de Halfeti qui a décliné, de plus de 40 % en une décennie). Si l'on accorde quelque crédit à ces données, la réalité de la dépopulation entraînée par les barrages, dans un cas par anticipation, dans l'autre par urgence face à la montée des eaux, paraît incontestable. En effet, à Hasankeyf la vieille ville a été abandonnée il y a plus de trente ans, mais pour une installation encore plus bas, dans la plaine maintenant condamnée...

- 5 Il faut ajouter aux conséquences des barrages et de la montée des eaux la perturbation du réseau des transports, certains ponts ayant été engloutis et de nouvelles solutions de continuité dans les itinéraires étant apparues. Il en résulte un allongement des trajets et des contournements pénibles, voire des franchissements périlleux, préjudiciables à la vie quotidienne.

2. La question du relogement organisé et de l'indemnisation

- 6 Trois options sont proposées aux personnes identifiées par les autorités comme directement affectées par la montée des eaux : une réinstallation en milieu rural proche, une réinstallation en ville proche et enfin un crédit pour se lancer dans de nouvelles activités, éventuellement hors de la région. L'exemple de Halfeti (département d'Urfa, sur l'Euphrate) est un des cas les plus frappants de relogement à proximité, dans une « nouvelle bourgade » édifiée à la hâte pour les délogés.
- 7 D'autre part, pour les milliers d'hectares de terres agricoles qui ont dû être abandonnés, le système d'indemnisation induit par les procédures d'expropriation ne fonctionne pas encore pour le mieux. Des années après avoir été obligés de céder et d'abandonner leurs terres, des milliers de paysans réclament encore l'indemnisation qui leur a été promise. En outre, le montant de ces indemnités est souvent jugé insuffisant, voire dérisoire. Aussi, des centaines de procès sont-ils en cours. En 2002, des paysans dont les terrains situés dans le secteur du barrage d'Altinkaya (Euphrate) avaient été expropriés à vil prix selon eux et qui avaient porté leur dossier devant la Cour européenne des Droits de l'Homme ont obtenu gain de cause. Mais les villageois de Kayahan (arrondissement de Kulp, Diyarbakır), village détruit en 1993 puis englouti par les eaux du barrage sur la rivière Batman, n'ont pas encore eu cette opportunité ; en mai 2002, ils réclamaient encore au DSI leur indemnisation, suspendue pour raisons de compression budgétaire⁷⁰.

3. Le retour dans les villages vidés. Le GAP et l'état d'exception (*OHAL/Olağanüstü Hal*) : un rapport à réexaminer

- 8 Il est parfois dit qu'une des raisons de l'échec du GAP est liée au climat de violence qui a prévalu si longtemps et à l'état d'exception auquel une partie de la région a été soumise depuis des années. La levée de l'état d'exception dans le sud et le sud-est du pays à la fin de l'année 2002 ne fait pas encore sentir ses effets sur l'économie régionale. L'état de quasi-guerre qui a régné sur une partie du SudEst pendant plus de 15 ans a eu en effet de redoutables (voire irréversibles) conséquences sur l'économie civile régionale, compromettant des secteurs entiers d'activité, notamment dans le domaine agricole (et surtout l'élevage, l'apiculture et la culture des céréales). Le retour à la normale qui

semble s'esquisser peut donc se traduire par une reprise agricole, là où les villageois se réinstallent après avoir fui ou avoir été chassés (entre 1990 et 1995, 3500 villages et hameaux ont en effet été vidés⁷¹). Mais pour beaucoup de ces villageois réfugiés en ville, les conditions pour un retour ne sont pas encore réunies. Des personnes rentrées au village, avec la permission du préfet pourtant, ont même été victimes de violences et de pressions diverses, quand elles ont souhaité récupérer leurs terres qui avaient été accaparées par des protecteurs de village (comme dans l'arrondissement de Bismil, département de Diyarbakır, en 2002, ou près de Batman en décembre 2001). Aussi, les nombreux candidats au retour (des dizaines de milliers ont déjà fait des démarches officielles à cette fin) réclament-ils aides et garanties. Pour nombre de candidats au retour, il faudrait commencer par déminer certains secteurs (aux frontières sud du GAP), améliorer les infrastructures et la distribution des services de base, supprimer complètement le système des protecteurs de village, proposer des crédits aux candidats au retour et imaginer un système de prime au retour. Le Conseil de l'Europe s'étant récemment saisi de ce dossier, une aide de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe pourrait être consentie afin de faciliter les retours, en collaboration avec l'Administration du GAP. Dans le cadre du système mis en place par l'État turc en juin 2002, en tout cas, 58 513 personnes, entre cette date et la fin décembre 2002 sont rentrées, pour les deux régions de l'Est et du Sud-Est.

B. Agriculture et structures agraires bouleversées

- 9 Le développement agricole est, à l'origine en tout cas, au cœur du projet du GAP. Nonobstant les retards soulignés en 2003 par le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Diyarbakır (voir introduction), en quoi seule une certaine conception du développement semble avoir été privilégiée ? En quoi les impératifs de durabilité maintenant proclamés haut et fort sont-ils, à l'examen de la réalité, discutables ?

1. Quelques résultats positifs au premier abord

- 10 Les surfaces irriguées ont incontestablement augmenté en 20 ans, sans pour autant avoir atteint les valeurs projetées et encore annoncées par les partisans du GAP. Globalement, près d'un million d'hectares ont été gagnés à l'irrigation ; à terme (en 2010 ?), comme le répètent à l'envi les textes officiels sur le GAP, ce sont 1,7 millions d'hectares qui auront été gagnés à l'irrigation. Les territoires emblématiques du GAP pour l'irrigation, sans cesse cités et mis en avant, sont les plaines de Harran et d'Akçakale, au sud d'Urfa. Grâce aux longs tunnels, ouvrages d'art phares du GAP, qui acheminent une partie des eaux du barrage Atatürk, 133 000 hectares ont été irrigués. Fin 2001, plus de 80 % des surfaces nouvellement irriguées sont consacrées au coton et 15 % aux céréales, le reste étant dévolu aux légumes ou au maïs.

Un exemple de retour au village : les Yézidis de Besiri (Batman)

En 2002, dix familles yézidies émigrées en Allemagne depuis plus de 20 ans sont rentrées dans leur village d'origine, avec leurs morts (ré-enterrés dans les cimetières du village), le climat de tensions étant apaisé. Mais il a fallu reconstruire les maisons et lutter contre les accapareurs de terre qui s'étaient appropriés leurs biens. D'après *Cumhuriyet*, 3/07/2002, p. 8.

Tableau 8 : Surface et production de coton, en Turquie et dans le GAP (1980-2002)

- 11 De ce fait, mais faut-il imputer cet accroissement uniquement au GAP, la production agricole des départements du GAP a notablement augmenté depuis le début des années 1980, de même que les rendements. L'accroissement est particulièrement net pour le coton ; en 20 ans, le Sud-Est a participé en première ligne à l'augmentation de la production turque de coton, de façon spectaculaire : en 1980, le Sud-Est produisait moins d'un dixième du coton turc ; en 2000, il en produisait plus de la moitié.

Tableau 9 : Production de coton pur (*saf*) dans le département d'Urfa (1995-2000)

Collectif, 2002, p. 148.

- 12 Parmi les départements du GAP, Urfa se distingue nettement, avec une production passée de 7000 t. en 1980 à 126 000 t. en 1996, les surfaces dévolues au coton ayant augmenté de 12 000 hectares à 110 000 hectares durant le même laps de temps. Toujours pour cette culture, Diyarbakır, dans une moindre mesure, a connu une nette progression (avec une multiplication des surfaces par 10 entre 1980 et 1996).
- 13 Cependant, la sécheresse qui sévit depuis 5 ans dans la région, responsable de contre-performances notables, ternit un peu (provisoirement) le tableau des bienfaits du GAP. Les aides multiples, directes et indirectes, consenties aux agriculteurs dans le cadre du GAP ont aussi joué un rôle dans cet accroissement.

2. Une modification des systèmes de production et de culture

- 14 Comme l'extension du coton en témoigne, les systèmes de culture ont connu un bouleversement net durant les années GAP. Le changement majeur tient en une forte extension des cultures pour l'exportation et des cultures industrielles. Deux cultures font donc figure de cultures emblématiques du GAP, le coton premier bénéficiaire de l'extension des surfaces irriguées, d'une part, et les céréales, d'autre part.
- 15 Parallèlement, on assiste à un effort de diversification de la production agricole, avec l'introduction ou le renforcement de l'arboriculture⁷² (oliviers, pruniers, amandiers, abricotiers, pêchers, noyers, griottiers, poiriers et pommiers) par exemple, présentée comme un substitut au coton trop fréquemment considéré comme le produit phare et unique de la nouvelle agriculture de la région du GAP. Parmi les cultures permanentes, à la suite de campagnes de plantation et de la constitution de grosses exploitations spécialisées, le pistachier a connu une forte progression, passant de 24 millions d'arbres dans la région, en 1980, à 37 millions en 1996 (source DIE).
- 16 De même, la fraise a fait récemment son apparition dans le département de Diyarbakır (arrondissement de Lice). En d'autres termes, les pratiques monoculturelles du tabac⁷³ et du coton, tendent à reculer. Cependant, ce recul de la mono-production ne doit pas être seulement imputé au GAP. Il procède en effet d'une politique d'achat peu avantageuse de la part de l'État, qui dissuade peu à peu les agriculteurs de se consacrer à cette production.
- 17 De ce fait, le GAP a eu pour effet d'entraîner un recul de la production familiale (pour ne pas dire non déclarée) de tabac. Les contrôles sont devenus plus stricts : amendes, arrestations et procès se multiplient. Mais le prix auquel le tabac est acheté par l'entreprise d'État est si faible que la tentation demeure forte d'écouler la production

par d'autres canaux, perçus comme plus rémunérateurs (en 2003, le rapport entre le prix au kilo proposé par le monopole d'État et le prix au kilo du marché parallèle est de 1 à 5). Le tabac *kaçak* (illégal) du Sud-Est continue donc à se vendre largement sur les places d'Istanbul.

- 18 Pour l'agriculture régionale, le GAP a aussi provoqué l'introduction de nouvelles méthodes de production par le biais de centres d'innovation et de développement agricole (TIGEM) qui jouent un rôle de stimulation et d'accompagnement.
- 19 À ce titre, l'introduction de l'élevage en batterie fait partie des mutations à mettre au crédit du GAP. Dans le cadre du GAP-GIDEM (*Girişimci Destekleme ve Yönlendirme Merkezi*/ Centre de soutien et d'orientation de l'entrepreneur), une action spéciale est déployée pour développer l'élevage laitier en batterie et la transformation/valorisation des produits laitiers. Cette action passe par l'aide à l'ouverture de nouvelles entreprises spécialisées dans les produits laitiers, la motivation et la formation des producteurs locaux et le développement d'un environnement technique favorable. Le but est d'accroître, dans cette logique productiviste, le rendement annuel de la vache laitière turque, qui est pour l'instant de l'ordre de 1580 litres par an —et il est même inférieur à cette valeur dans la région du GAP—, alors que ses homologues européennes ont un rendement moyen de l'ordre de 4000 litres. L'objectif régional est d'atteindre dans les centres laitiers de la région du GAP un rendement de l'ordre de 3200 litres par an pour 2010 (selon le *Master Plan* du GAP). Dans cette région, la mission du GAP-GIDEM est « de faire reconnaître l'élevage comme une activité économique » à part entière. Pour l'instant, les centres mis en place récemment ne fonctionnent en moyenne qu'à faible capacité, si ce n'est celui de Mardin.
- 20 Toujours en ce qui concerne l'élevage, l'Administration pour le développement régional du GAP a mis en place à partir de 1998 un nouveau système pour articuler les retours dans les villages vidés à la reprise d'une activité qui avait fortement décliné. Ce système consiste en une contractualisation des candidats au retour pour l'élevage ovin.
- 21 Les réorientations en cours des systèmes de production sont par ailleurs liées au fait que les agriculteurs sont de moins en moins maîtres de leurs choix culturels et travaillent de plus en plus sur commande. Cela traduit une intégration de l'agriculture du Sud-Est à l'industrie agroalimentaire nationale, voire internationale. Ainsi, depuis quelques années, les producteurs de tabac sont-ils incités à se reconvertir dans le maïs par la filiale turque de la grosse firme américaine Cargill⁷⁴. L'objectif de Cargill-Turquie est en effet d'utiliser pour ses productions à 100 % du grain produit en Turquie (contre 50,5 % en 2001 et 70 % en 2002). La production turque de maïs est en 2002 inférieure à la consommation ; ce qui obligeait à recourir aux importations. Un autre exemple du processus de contractualisation des agriculteurs de la région est fourni par le centre d'élevage industriel et de production de lait ouvert par les sociétés *Koç* et *Ata Grubu* en octobre 2000 dans la plaine de Harran (département d'Urfa), territoire symbole du GAP. Concrètement, la contractualisation passe par la fourniture des *intrants* et des équipements aux agriculteurs, leur formation à certaines nouvelles techniques et l'achat de la totalité de la production par le centre. En ce sens, cette intégration à l'industrie agroalimentaire signe un début de mutation importante dans les formes du travail agricole.
- 22 En outre, comme le constate un rapport non publié pour un projet de développement (finalement non entrepris) dans l'arrondissement de Siverek (département d'Urfa), le développement de la mécanisation et de l'irrigation consécutif au GAP a provoqué un

recul des « usages secondaires » des espaces ruraux (pâturage, cueillette...) et une « exclusion progressive de leurs bénéficiaires, déséquilibrant des systèmes de production » déjà fragiles. Une autre rationalité agricole, parfois oubliée des pratiques anciennes, est donc en passe de s'imposer dans le Sud-Est.

3. Des effets sur les structures agraires : une tendance à la concentration foncière

- 23 Quant aux rapports de propriété, ils ont aussi été profondément bouleversés, dans un sens qui n'a pas toujours été anticipé et contrôlé. Globalement, on peut dire qu'il y a eu une concentration de la propriété, avec la transformation de terres médiocres, jusque-là communes, en terres privées dévolues à la nouvelle agriculture (arbres fruitiers et coton). En outre, et les dernières lois vont dans le sens de cette tendance, le nombre de grands propriétaires étrangers semble s'être accru. Parmi les nouveaux propriétaires, apparus à la faveur du GAP, on note de grands groupes turcs, comme *Koç* ou *Ata Grubu* qui se sont implantés récemment dans la région. Parmi les nouveaux propriétaires étrangers, on peut citer des Israéliens, auxquels la rumeur locale —en train de construire un mythe— prête parfois les desseins les plus malintentionnés, assimilant rapidement le Sud-Est⁷⁵ à la Palestine. À Siverek, par exemple, toujours selon le rapport évoqué ci-dessus, il y a eu renforcement de la structure latifundiaire par détournement au profit d'un clan (celui des Bucak) des opportunités ouvertes par le GAP. En d'autres termes, le GAP illustre de façon exacerbée l'échec de la réforme agraire en Turquie, en tant que celle-ci n'a significativement qu'une extension de la propriété privée aux mains de quelques chefs tribaux, et non pas une redistribution plus égalitaire de celle-ci. L'accroissement net des surfaces cultivées en 20 ans peut être mis en rapport avec cette mutation. Par ailleurs, le GAP n'a pas entraîné une disparition du prolétariat agricole sans terre de la région ; avec les évictions dues au barrage et la concentration foncière, sans parler des tentatives de sédentarisation des nomades et semi-nomades, la tendance a même été inverse.

4. Un endettement croissant des agriculteurs

- 24 Un des autres effets pervers du GAP réside dans l'endettement des agriculteurs, devenus tributaires de l'irrigation et devant désormais payer l'eau et l'électricité (pour le pompage) qu'ils consomment. À cet endettement pour l'eau s'ajoute un endettement dû à la transformation des structures de propriété et d'exploitation et à la location ou à l'achat de terres publiques passées en régime privé à l'occasion de la mise en irrigation. Dans l'arrondissement de Ceylanpınar (département d'Urfa), les habitants du village de İkiçurcup —dont les structures agraires ont été bouleversées par le GAP et précédemment, par la réforme agraire entreprise en 1974, du fait de l'extension des surfaces irriguées et de l'introduction de nouvelles méthodes de culture— souffrent de ce fardeau. Face à ces dettes, certains villageois ont même été obligés ces dernières années de quitter le village pour s'installer dans la région de Çukurova.
- 25 Un des reproches faits au GAP réside dans le contraste entre les investissements considérables effectués pour certains grands équipements (barrages, tunnels), et l'absence ou l'extrême insuffisance des investissements plus ordinaires (et donc moins spectaculaires) dans les villages, en termes d'amélioration des services et équipements de base. Pour illustrer cette idée on peut se focaliser sur la seule question —ô combien cruciale— de l'eau courante, consommable. Si des milliers de m³ d'eau sont désormais

acheminés vers les nouveaux espaces irrigués, à proximité de ceux-ci, nombre de villages ne sont pas encore équipés en eau courante. L'arrondissement de Suruç, au sud du département d'Urfa, paraît pour le moment exclu —bien qu'il existe un projet officiel d'irrigation de la plaine de Suruç—, pour des raisons à élucider, des bienfaits du GAP qui touchent les arrondissements voisins d'Akçakale et de Harran. Aussi compte-t-il parmi les arrondissements du GAP qui ont perdu le plus d'habitants entre 1990 et 2000, tout en fournissant de nombreux ouvriers agricoles, parfois propriétaires par ailleurs, pour la plaine à coton de Harran. La situation dans l'arrondissement de Ceylanpinar est assez comparable à celle de Suruç : l'eau y fait défaut tant pour l'irrigation que pour faire face aux besoins quotidiens.

- 26 Les épidémies de typhus dues à la mauvaise qualité de l'eau consommée continuent donc à faire des victimes, comme au mois d'août 2000 dans l'arrondissement de Nusaybin (département de Mardin). De même, dans l'arrondissement de Dicle (département de Diyarbakır) les cas de goitre dus à la mauvaise qualité de l'eau consommée, faute d'eau courante contrôlée, se multiplient. Mais l'équipement en eau des villages étant souvent subordonné aux allégeances politiques entre le responsable départemental des Services villageois et les communautés villageoises concernées, il arrive fréquemment que les villages réputés ne pas voter pour le parti tenant le ministère des Affaires villageoises soient à dessein négligés⁷⁶. Associées aux carences du réseau d'eau, les déficiences du système régional de santé demeurent criantes et continuent à hypothéquer le devenir de la région.
- 27 En outre, le nombre de médecins pour 1 000 habitants reste très inférieur à celui des autres régions ; de même, le réseau d'hôpitaux ou de centres de santé, est encore peu dense. Si des efforts en la matière ont été entrepris ces dernières années, ils restent insuffisants tant le retard est grand. Les cas de sous-nutrition et de malnutrition, infantile et enfantine, demeurent pour cette région très au-dessus de la moyenne turque.
- 28 En d'autres termes, l'articulation entre développement agricole et développement rural ne semble pas toujours avoir été réfléchi ; comme si la conception du développement qui présidait au GAP, malgré certains infléchissements récents, se limitait au « strict » développement économique quantifiable en termes de m³ d'eau et de m² irrigués. Pour autant, ces dernières années, dans l'esprit de la « reformulation sociale » du projet du GAP, des efforts ont été consentis, qui ont souvent associé des associations, pour l'amélioration de la vie quotidienne. Avec l'aide européenne (programme MEDA ou Agence Européenne de Développement) et celle des Nations-Unies, des programmes de développement rural centrés sur les équipements de base ont donc été récemment lancés, pour combler cette lacune et réduire ces contrastes.

Tableau 10 : Les centres d'élevage laitier dans la région du GAP

GAP Bölge Kalkınma İdaresi Bakanlığı, 2001

5. Le paradoxe du GAP : une accentuation des contrastes de développement et d'équipement dans les espaces ruraux

C. Quels effets et activités induits hors de l'agriculture ?

Tableau 11 : Evolution de la population urbaine et des « villages » dans les neuf départements du GAP entre 1990 et 2000

Devlet İstatistik Enstitüsü (www.die.gov.tr)

1. Les infrastructures de transport amendées

- 29 Le GAP a permis une indiscutable amélioration des infrastructures routières. L'expression la plus flagrante de ce mieux, c'est sans doute l'autoroute construite entre Osmaniye et Gaziantep, qui devrait se prolonger à terme plus à l'est. Cette autoroute, pour laquelle une aide européenne a été consentie, fait figure d'artère routière majeure du GAP à l'avenir, assurant l'ouverture de la région sur la Méditerranée et les ports de Mersin ou Iskenderun notamment, véritables fenêtres du GAP sur la circulation maritime internationale (pour l'exportation des productions du GAP et l'importation des intrants). Les aéroports ont aussi bénéficié de nouveaux aménagements. Celui de Gaziantep surtout, promu lors de la dernière guerre en Irak aéroport de la région suite à la fermeture de celui d'Adana, s'est hissé au rang des aéroports de rang national. En ce qui concerne Diyarbakır, la présence d'un aéroport militaire à côté de l'aéroport civil gêne souvent l'utilisation optimale de ce dernier. Cependant, le retour à la vie normale attendu, devrait confirmer Diyarbakır dans son rôle d'aéroport pivot pour toute la région du GAP et notamment sa partie est.

2. Les formes discutées du développement urbain

- 30 Cette expression peut s'entendre de deux façons. Il peut s'agir d'une part de l'urbanisation de la population et d'autre part de l'amélioration des conditions de vie quotidienne des populations urbaines. Dans le premier sens, le GAP a participé au mouvement d'urbanisation de la population du Sud-Est, auquel les migrations forcées à partir des villages détruits ou vidés ont aussi fortement contribué. Les données du dernier recensement sont à cet égard très claires. Si l'on prend l'exemple du département d'Adıyaman, on s'aperçoit qu'entre 1990 et 2000 la population urbaine s'est accrue annuellement de 4,2 %, alors que la population rurale (ou « des villages », selon la terminologie utilisée dans les recensements turcs) a stagné. À Siirt, on note un fort recul de la « population des villages ». Mais pour la plupart des départements —et surtout ceux où l'agriculture irriguée a connu un boom—, comme Mardin, Urfa, Gaziantep et dans une moindre mesure Batman ou Şırnak, il y a eu accroissement de la population rurale, à un rythme cependant beaucoup plus faible que celui de la population urbaine. Urfa, dans l'ensemble, se distingue par l'importance de l'accroissement de la population rurale enregistrée, à peine moins fort que celui de la population urbaine. À l'échelle des arrondissements cette fois-ci, ces différences apparaissent encore plus nettement. Ainsi, dans les arrondissements de Bozova et de Harran (département d'Urfa), la population rurale a-t-elle augmenté beaucoup plus fortement que la population urbaine lors de la dernière décennie. Ces évolutions contrastées dessinent bien l'intensité spatialement différenciée des effets du GAP, tout en donnant à réfléchir sur la validité du clivage rural/urbain. Quoi qu'il en soit, la décennie 1990 apparaît pour les départements du GAP comme celle du basculement dans la majorité urbaine, processus opéré avec retard par rapport au reste du pays (pour lequel la décennie 1980 a été déterminante).

- 31 Pour autant, par rapport aux départements de la région est (Anatolie orientale), il n'y a pas eu de forte diminution de la population des villages. En ce sens, il semble que le GAP ait permis au moins de fixer, relativement, ladite population rurale.

Tableau 12 : Gaziantep et Diyarbakır dans la hiérarchie urbaine turque (1970-2000)

(*) : population urbaine du département (il).

- 32 Si l'on considère cette fois la croissance des préfectures des différents départements du GAP, on s'aperçoit que plusieurs d'entre elles ont enregistré les taux de croissance annuelle les plus élevés de Turquie pendant la décennie 1990, comme şırnak (7,4 %), Adıyaman (5,7) et Batman (5,1). Seule Kilis, préfecture d'un département artificiellement et récemment créé, affiche un taux négatif (-1,7 %). Parmi ces préfectures, deux font partie des grandes agglomérations de Turquie : Diyarbakır, mais ce n'est pas un fait nouveau imputable au GAP, et Gaziantep, plus redevable au GAP pour cette promotion.
- 33 Le GAP a par ailleurs, directement ou indirectement, suscité un mouvement de revalorisation des patrimoines urbains jusque-là négligés⁷⁷ voire malmenés, sous la forme d'opérations de réhabilitation et de mise en valeur du bâti « historique ». Il s'agit soit d'initiatives officielles, avec l'aval de l'Administration du GAP, soit d'initiatives spontanées, parfois très modestes mais significatives, exploitant le nouveau climat qui règne dans la région et nourrit des espoirs de développement. Ainsi, dans la ville de Mardin, nonobstant les rumeurs de classement au Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO —loin d'être acquis en définitive—, un « Projet de réhabilitation urbaine participative » a été lancé en 2001, par le ministère de la Culture, la préfecture du département, l'Administration du GAP et la Faculté d'architecture de l'Université d'Istanbul, qui bénéficie d'un soutien financier suédois de 350 000 dollars pour 18 mois, d'une aide de l'UE et d'un crédit de la Banque Mondiale. Les Nations-Unies aussi s'intéressent à Mardin, promue en 2001 « Musée à ciel ouvert ». Parallèlement, des initiatives locales, plus ou moins heureuses et contrôlées, s'efforcent de mettre en valeur un patrimoine dont la richesse est peu à peu (re)découverte. Bien que classé « site historique de 1^{er} rang » en 1977, Mardin attendait depuis des années ces initiatives qui éclosent désormais tous azimuts, comme stimulées par la perspective du classement UNESCO évoquée depuis 2000. Dans le cadre du projet précité, trois vieilles demeures sont en cours de restauration, qui devraient constituer les opérations locomotives d'une réhabilitation visant l'ensemble du tissu historique, encore étonnamment homogène, de l'ancienne ville. Les effets de ces premières opérations et du début de promotion de Mardin se sont vite fait sentir puisqu'en 2002, plus de 150 000 touristes ont visité la ville, chiffre jamais atteint jusque-là. La « Semaine du tourisme » de l'année 2000 a même été officiellement lancée de Mardin, par le ministre du Tourisme de l'époque. De plus, les valeurs immobilières ont enregistré une forte croissance ces derniers temps (les prix ont été multipliés par dix pour certaines vieilles maisons de pierre (calcaire) entre 2001 et 2002 !). En outre, les constructions et interventions illégales sur le bâti, qui étaient malheureusement monnaie courante, paraissent maintenant l'objet d'un contrôle plus strict. Il y a donc bien du changement à Mardin.
- 34 À şanlıurfa, le changement urbain entraîné par le GAP est aussi très perceptible depuis 6 ou 7 ans, en termes d'équipements et d'activités ; et donc aussi du point de vue du

paysage urbain, de nouveaux bâtiments pour abriter ces nouvelles fonctions ayant fait leur apparition. En l'espace de quelques années, par exemple, le nombre des agences bancaires est passé de 5 à plus de 30⁷⁸. De même, sur l'initiative d'un préfet actif et grâce à l'aide européenne, le patrimoine urbain commence à être reconsidéré. Si des destructions ont encore lieu, les travaux de restauration de certains quartiers centraux vont désormais bon train, provoquant là aussi un renchérissement des valeurs immobilières. Le nombre de centres commerciaux s'est aussi considérablement accru dans les plus grandes agglomérations du GAP, à l'instar du Aymerkez de Gaziantep, modifiant par-là les pratiques de consommation et d'achat. Şanlıurfa semble donc aussi bénéficier de retombées d'ores et déjà visibles, ne serait-ce qu'à travers les efforts pour la restauration du tissu historique.

- 35 Néanmoins, les préfectures de Siirt, Batman, Adıyaman ou Şırnak ne connaissent pas de développement urbain aussi spectaculaire, si ce n'est pour Batman, comme on l'a vu, en termes de croissance de population. Les travaux inédits qui ont agité la ville de Siirt au début de l'année 2003 n'avaient pas grand-chose à voir avec le GAP. Il s'agissait de travaux pré-électorales, en raison de l'annulation du vote dans ce département et de la tenue d'un nouveau scrutin en mars 2003 (voir à ce propos le journal bimensuel *Özgür Siirt*, n° 12, du 01/05/2003).
- 36 Dans le deuxième sens de « développement urbain », le bilan s'avère plus mitigé. En effet, les migrations récentes, responsables du développement de nouveaux quartiers spontanés ou de la taudification des quartiers centraux historiques, ont plutôt aggravé la situation. Les retards dans le développement des infrastructures de base restent criants dans des agglomérations comme Batman ou Şırnak. Si, avec l'aide de l'Agence de Développement allemande (KfW) dès 2000, puis de l'Union européenne, des efforts ont été entrepris à Diyarbakır pour rendre plus viable cette grosse agglomération (notamment pour ce qui est du réseau d'eau courante), il reste beaucoup à faire de l'aveu même des responsables de la ville. Aussi, comme pour les espaces ruraux, si le GAP a entraîné une indéniable amélioration dans l'approvisionnement en eau des espaces urbains, il a suscité de nouvelles dépendances. Ainsi en novembre 2001, des quartiers entiers de Diyarbakır ont été privés d'eau, suite à une panne du système de pompage de l'eau à partir du barrage de Dicle, qui assure désormais une partie de l'alimentation en eau de l'agglomération. La situation des villes petites et moyennes de la région s'avère à l'examen plus préoccupante en termes de services de base. Dans le département d'Urfa par exemple, la petite ville de Suruç (50 000 habitants) souffrait encore fin 2002 d'un cruel manque d'eau.

3. Les effets induits, très différenciés, sur l'industrie régionale

- 37 Avant d'esquisser un bilan, il convient de rappeler brièvement les objectifs et les principes du GAP en matière de développement industriel. Si l'on se réfère au document relatif aux « stratégies d'industrialisation du *Master Plan* du GAP », 5 axes sont affichés (voir encadré).
- 38 Malgré ces louables intentions, les effets indéniablement stimulants, ne serait-ce que par les investissements publics et privés drainés vers la région, ne se font pas sentir de façon égale dans la région. Ils sont même concentrés sur quelques bassins d'emplois et d'activité qui ont été de fait privilégiés, au premier rang desquels se trouve Gaziantep, suivi de Şanlıurfa dans une moindre mesure. On dispose à cet égard, grâce à un dossier

spécial du quotidien économique *Dünya* (20/06/2003), d'un bilan récent de l'état de l'industrie régionale. Deux branches industrielles ont bénéficié du GAP, toutes les deux en relation avec le boom de l'agriculture : l'industrie textile au sens large (comprenant cuirs et tapis) et l'industrie agroalimentaire. La filière textile-confection représente en 2003 35 % des entreprises déclarées et la filière agroalimentaire 27 %. La région commence aussi à bénéficier de délocalisations de segments d'activité d'entreprises de prêt-à-porter, comme celle d'Adidas à Diyarbakır ces dernières années. Main-d'œuvre peu coûteuse et matière première abondante semblent ici recherchées. Il s'agit pour l'essentiel d'une production textile pour l'exportation, comme celle de la firme Modelim Tekstil, de Gaziantep, qui en 2002 a exporté 85 % de sa production vers la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Stratégies d'industrialisation du Master Plan du GAP

1. S'appuyer sur les matières premières et les ressources existantes à valoriser.
2. Développer des initiatives exemplaires dans le domaine des technologies de la production et de la gestion, de l'accumulation du capital, de l'entrepreneuriat et de la manière de pénétrer les marchés internationaux.
3. Prendre en compte les équilibres entre les départements et les régions.
4. Réorganiser les fonctions des institutions publiques en vue de les mettre au service des industries prioritaires.
5. Encourager l'aide au crédit, à l'information et à la technique des entrepreneurs.

- 39 Le développement rapide et le dynamisme des 10 « Zones industrielles organisées » (OSB) de Gaziantep⁷⁹ (4 pour les grandes entreprises et 6 pour les PME), plus nombreuses et surtout plus occupées que celles du reste de la région, témoignent des effets stimulants du GAP sur le tissu industriel de la « capitale économique régionale ».
- 40 À la fin de 2002, avec plus de 24 millions de m² d'installations industrielles, 1000 entreprises industrielles, 100 000 travailleurs dans l'industrie et des exportations annuelles d'une valeur de 2,5 milliards de dollars fin 2002, le département de Gaziantep —en fait essentiellement l'agglomération du même nom— s'affirmait comme un des départements les plus industriels de Turquie, tourné vers l'exportation, à l'image d'une partie de l'économie turque depuis le milieu des années 1980. Cette émergence de Gaziantep comme pôle industriel « orienté vers l'extérieur », fondé sur la filière textile (39 % de l'emploi industriel local en 2003⁸⁰) et l'agroalimentaire, est évidemment indissociable du GAP, même si les investissements publics dans l'industrie, hormis la fabrique de boissons alcoolisées TEKEL, ont été réduits. Ici, c'est l'initiative privée qui a pris le relais et su exploiter les possibilités offertes par le GAP, en assurant le passage d'une industrie de produits intermédiaires (du type production de fils) à une industrie de produits finis (prêt-à-porter).
- 41 Le cas de l'entreprise Tuğcan nous semble, de ce point de vue, éclairant d'un développement industriel « en amont du GAP ». L'entreprise a connu un essor fulgurant avec la construction du barrage Atatürk à la fin des années 1980, en produisant les gigantesques conduites (7, 5 m de diamètre) alimentant en eau les turbines de la centrale. À partir de cette spécialisation, le groupe a diversifié ses activités pour investir depuis quelques années le secteur touristique. D'autres sociétés ont connu leur essor en aval du GAP, avec la transformation du coton désormais massivement produit. C'est le cas de la firme Sanko-Pazarlama, exportatrice de textile, qui figurait en tête de

la liste des impôts sur le revenu des entreprises du département de Gaziantep en 2001. Fondée en 1992, cette entreprise est issue d'une vieille entreprise locale, créée, elle, en 1942 et déjà spécialisée dans les produits textiles. Une holding Sanko a même été récemment constituée, qui, à partir du textile, a investi des secteurs aussi variés que l'électronique, le béton, l'assurance, l'énergie et l'automobile.

- 42 D'autre part, foires et autres expositions tendent à assurer le rayonnement de Gaziantep, à l'image de « GAPshoes 2003 », foire de la chaussure organisée du 30 janvier au 2 février 2003, ou de MOTEKS (Mode et Textile), programmé pour les 25-28 septembre 2003⁸¹. Du point de vue urbanistique, cette activité se traduit par une mutation de la silhouette de la capitale du GAP, avec l'apparition de grands hôtels, de centres d'exposition, d'immeubles de bureaux et même l'émergence d'un centre d'affaires dont la conception a été confiée à une société anglaise (IMC), par ailleurs aussi partenaire principal du consortium ayant emporté en 2003 l'appel d'offre européen (dans le cadre du programme MEDA) pour l'aide au développement du Sud-Est.
- 43 À Urfa, l'industrie locale est en grande partie tributaire du coton, dont elle assure la première transformation. Pour cette raison, c'est une industrie encore saisonnière, pour les trois quarts des entreprises implantées dans la Zone industrielle organisée (une seconde devrait être construite). En tout état de cause, la base économique locale est marquée par la filière textile de façon dominante.
- 44 Diyarbakır, pourtant plus peuplée qu'Urfa, n'a comparativement pas enregistré les mêmes transformations ces dernières années et n'a pas bénéficié, pour l'instant en tout cas, des mêmes effets stimulants du GAP sur son industrie locale.
- 45 Il est vrai que, plus que les deux agglomérations précitées, Diyarbakır a subi de plein fouet les conséquences négatives de l'état d'exception (OHAL) depuis la fin des années 1980, et, fin 2002-début 2003, les funestes effets de la guerre en Irak sur le commerce régional (à l'exception de quelques profiteurs ayant décroché des contrats avec l'armée américaine). Le bassin d'emplois a donc du mal à sortir d'une longue période de récession et de recul des investissements productifs, privés et publics. Avant toute chose, selon les entrepreneurs locaux, une première urgence consiste à achever les projets entrepris il y a des années et restés inachevés, comme par exemple la Zone industrielle organisée. Alors qu'en 1927 Diyarbakır, le « Paris du Sud-Est », était le deuxième foyer industriel de Turquie par le nombre d'entreprises implantées, déclarées, la ville est aujourd'hui parmi les plus mal placées. L'industrie locale y attend encore les investisseurs privés, nationaux ou étrangers ; ce d'autant plus que grâce au GAP la production de matières premières, notamment agricoles, du département — comme celle de blé et de coton— a fortement augmenté. Ce sont donc les industries de transformation qui font défaut. L'impact positif du GAP sur l'économie agricole fait donc ressortir d'autant les lacunes de la base industrielle locale, qui ne parvient pas à profiter de ces nouvelles opportunités. De façon analogue, le pétrole (60 % du pétrole produit en Turquie), et un nouveau gisement a été découvert en 2002, les produits des carrières et mines (notamment le marbre) et les minerais du département attendent aussi leur valorisation sur place.

Tableau 13 : Les quatre grandes zones industrielles organisées de Gaziantep en 2003

Dünya, 28/01/03, p. 2.

Tableau 14 : Les entreprises industrielles déclarées du département d'Urfa

Secteur d'activité	Entreprises dans la Zone industrielle organisée	Entreprises hors de la Zone industrielle organisée	Total du secteur
Textile, confection, textile pour la maison	75	50	125
Agroalimentaire, alcool et tabac	31	57	88
Chimie-pétrole-plastiques	3	11	24
Autres	13	22	35
Total	122	150	272

Collectif, 2002, p. 151.

- 46 Pour des départements comme Kilis, Adıyaman, Mardin, Şırnak et Batman, le déficit industriel reste criant. À Batman en effet, l'extraction du pétrole n'a induit aucune activité industrielle de transformation locale. L'enjeu est donc de taille ; c'est celui de la diversification du tissu industriel local, dans une ville par ailleurs caractérisée par un taux de chômage officiel très supérieur à la moyenne nationale et régionale. L'annonce en juin 2003 d'un projet d'investissement pour l'implantation d'une fabrique de plâtre (qui devrait employer 150 personnes) a suscité une lueur d'espoir à Batman. Mais des projets à la réalisation concrète la distance est parfois longue... De même, si la « Zone industrielle organisée » de Mardin a connu un boom artificiel et éphémère avec le début d'installation de l'armée américaine début 2003 —l'objectif étant de la transformer en base logistique pour les opérations en Irak du nord—, le retrait des Américains suite au vote négatif du 1^{er} mars 2003 a replongé ladite zone industrielle dans sa morosité initiale. L'industrie, en outre, dans les départements de l'est du GAP en tout cas, conserve des liens forts avec la sphère militaire, témoin d'une transition difficile d'une économie de guerre (ou dans la guerre ; cf. Bozarslan, 1996) à une économie civile. L'entreprise la plus importante de Mardin est une cimenterie contrôlée à plus de 50 % par OYAK, la mutuelle de l'armée turque⁸². En outre, l'économie demeure parfois aussi subordonnée au système tribal ou clanique qui canalise et détourne l'investissement ; ce qui limite les possibilités d'un développement transparent et véritablement productif. L'exemple des déboires de la holding « Jet-Pa » à Siirt, dirigée par un chef de néo-clan, aujourd'hui en prison après avoir été déchu de son titre de député⁸³, est à cet égard éloquent. Ce groupe avait, en s'appuyant sur l'épargne des émigrés de Siirt et d'ailleurs en Allemagne, annoncé un investissement majeur à Siirt en vue de construire une usine automobile qui aurait produit des voitures « à 100 % turques ». N'ayant pas obtenu les aides à l'investissement escomptées, le projet est resté en suspens : on continue à cultiver du coton à l'emplacement du terrain réservé pour l'usine.
- 47 Cependant, compte tenu de l'importance de l'économie non-déclarée ou sous-déclarée, il n'est pas simple d'estimer précisément les effets du GAP sur le tissu industriel

régional, ne serait-ce qu'en termes de création de sociétés et d'emplois. Les chiffres officiels dont on dispose sont en effet dérisoires et ne reflètent qu'une partie, infime ?, de l'activité industrielle. Enfin, l'essor industriel escompté ne sera vraiment possible qu'à la condition que les relations commerciales avec les voisins syriens et irakiens, débouchés « naturels », proches, se normalisent et se régularisent. Avec l'Irak, on pense aux années 1970 souvent décrites comme des années exemplaires du point de vue des relations commerciales. La normalisation passe par la réouverture des postes frontière, voire l'ouverture de nouveaux postes, comme le nouveau gouvernement AKP, qui compte en son sein de nombreuses personnes connaissant bien les problèmes de la région⁴⁴, semble le souhaiter. Ainsi, au-delà des fonctions de « capitale de fait du GAP » qu'ils semblent vouloir concentrer, les milieux économiques de Gaziantep comptent-ils beaucoup sur une détente des relations avec la Syrie, qui permettrait de développer le commerce frontalier entre la Turquie et son voisin du sud. Dans cette optique, un projet de zone commerciale franche à la hauteur du poste frontière de Karkamış était à l'étude, avec le soutien du nouveau gouvernement, au début de l'année 2003.

- 48 Les premiers mois de 2003, malgré la situation que l'on connaît en Irak, ont enregistré de ce point de vue une nette amélioration, les exportations de la région ayant fortement augmenté par rapport aux premiers mois de 2002. C'est avec la Syrie désormais que le commerce extérieur de la région est le plus important. Pour des départements frontaliers comme Kilis, Gaziantep, Mardin et Şırnak, la normalisation passe par la fin de l'économie de contrebande qui a prévalu à la faveur des troubles secouant la région.

4. Le développement du tourisme : espoirs et réalités

- 49 Dans les programmes de développement du Sud-Est, qu'ils soient nationaux ou internationaux, le tourisme a pris une place centrale ces dernières années. Ce développement vise à « exploiter » les innombrables richesses, à la fois « naturelles » (en tout cas promues comme telles), historiques et préhistoriques, ainsi qu'« humaines » de la région. Globalement, les perspectives qui s'offrent concernent le tourisme culturel (entendu dans un sens large comprenant le religieux), le tourisme « nature » (sports et paysages) et le tourisme commercial (voire de congrès pour Gaziantep). Les projets de l'Administration du GAP, des différentes préfectures, de l'Union européenne, des chambres de commerce locales, de certaines collectivités locales et des investisseurs privés sont, dans ce domaine, très nombreux. Parmi les plus importants et les plus souvent évoqués, on peut citer le projet de Haleplibahçe à Urfa (centré sur le tourisme religieux), le projet de musée à l'air libre de Zeugma, le projet de Nemrut Dağı et celui des murailles de Diyarbakır. Beaucoup de ces projets sont de vieux projets qui retrouvent une raison d'être dans le contexte actuel plus favorable. Après des années d'état d'exception donc, tout semble à construire ou à reconstruire dans ce domaine d'activité dont on attend beaucoup. Durant l'été 2001, un « Commissariat de police du tourisme » a même été créé à Diyarbakır, indice des efforts consentis par les autorités pour développer ce secteur. L'Administration du GAP mène aussi ses propres projets, souvent liés à l'extension des surfaces irriguées (Barak) ou à la mise en eau des barrages (Zeugma). Dans ces cas, le volet « culturel », étroitement articulé au tourisme, est subordonné aux autres dimensions du développement.
- 50 Mais outre le rétablissement d'un climat de confiance pour les investisseurs et les touristes, les deux conditions préalables à un véritable essor touristique sont :

l'accroissement et l'amélioration de la qualité de la capacité d'accueil, d'une part, et la préservation et la valorisation des « richesses » évoquées, d'autre part. Or, comme il a été dit plus haut, une partie du patrimoine historique et préhistorique est menacée par les grands projets hydrauliques, sans parler des sites déjà engloutis où seule une archéologie subaquatique reste possible. Le pillage de sites reste en outre une ressource pour nombre d'habitants de la région, des sites antiques (comme les statues du Nemrut Dağı, dont on a pu suivre en quelques années le rapide saccage) aux sites médiévaux et ottomans. Des mesures d'urgence s'imposent. En ce qui concerne l'infrastructure hôtelière, quelques investissements ont été réalisés, comme l'ouverture d'un hôtel Dedeman à Diyarbakır (en 1998), associant un groupe local aux grands groupes turcs Dedeman et Doğu.

Tableau 15 : Les projets touristiques pilotés par l'Administration du GAP

Projets terminés en 2003
Documentation des richesses culturelles immobilières des arrondissements de Birecik, Halfeti et Suruç (département d'Urfa).
Colloque sur la protection, la revitalisation et la promotion des richesses culturelles de la région du GAP (2-5 juin 1998).
Travaux de recherche, de fouilles et de sauvetage du site protégé historique et archéologique de Hasankeyf (terminés le 29 août 2002).
Projets encore en cours
Projet de réhabilitation urbaine participative à Mardin ⁵¹ .
Projet de compilation des sites archéologiques de la région du GAP (site internet, CD, GIS ou Système d'Information Géographique).
Projet d'aménagement de l'environnement du site protégé d'Acirli (Midyat/Mardin).
Projet de recherche et de protection des valeurs historiques et culturelles de la région du GAP : <ul style="list-style-type: none"> • Projet d'appréciation des richesses culturelles de la sous-région de Turabdin • Projet de la ville antique de Dara. • Projet de recherche sur les biens culturels dans la plaine de Barak (Gaziantep). • Plan de développement de la sous-région centrée sur Adıyaman-Nemrut. • Recherche et publications sur la culture populaire des départements de la région du GAP.

Administration du GAP.

51 Le tourisme religieux, à Harran (la biblique ?), Urfa (l'antique Edesse) ou dans les villes et villages syriaques, semble devoir s'appuyer sur les émigrés en Europe ou aux États-Unis, qui soit reviennent s'installer dans leur région d'origine, soit investissent dans ce secteur en finançant l'ouverture d'hôtels ou de pensions et la restauration de bâtiments jugés intéressants. Dans le département de Mardin, les investissements syriaques, maintenant encouragés par les autorités, se sont multipliés ces dernières années.

- 52 Mais à Diyarbakır, les « maisons historiques » classées depuis des années continuent à se dégrader, dans la mesure où elles ont souvent été transformées en taudis abritant une population réfugiée ou immigrée récemment, n'ayant souvent à peine les moyens de subvenir à ses besoins quotidiens. Donc la question du « patrimoine » à préserver, en vue d'une exploitation touristique, est indissociable de celle du niveau de vie des habitants environnants, sachant que les pouvoirs publics locaux ne peuvent prendre en charge ce patrimoine.
- 53 Néanmoins, il faut signaler que toute une série de publications ces dernières années, tant sur l'initiative de l'administration du GAP qu'à celle d'autres acteurs locaux, tendent à reconstruire l'histoire régionale, en vue de créer les conditions pour une réappropriation de celle-ci et, en fin de compte, pour une meilleure valorisation des patrimoines locaux. Urfa⁸⁶, Mardin et Diyarbakır sont l'objet d'attentions spéciales. Ces publications contribuent au travail d'inventaire indispensable au développement du tourisme culturel, au même titre que l'appel par les autorités locales à des équipes d'universitaires afin de faire des relevés et des propositions de restauration. En octobre 2002, ainsi, la mairie d'Adıyaman a signé un protocole avec la faculté d'architecture de l'Université Technique d'Istanbul (İTÜ) pour la réhabilitation d'un quartier historique de la ville (autour du *Oturakçı Pazarı* et du *Tuzhanı*). La fondation ÇEKÜL, à cet égard, joue un rôle de conseil dans cette perspective de restauration/valorisation des patrimoines bâtis

Un exemple d'initiative culturelle : la transformation en centre culturel de l'église Saint-Paul et Saint-Pierre à Urfa

Il s'agit d'une église construite en 1861 par la communauté jacobite, sur les décombres d'un très ancien lieu de culte. Abandonnée dans les années 1940, à la suite du départ de la majorité des chrétiens d'Urfa, cette église a été transformée en mosquée, puis en dépôt de raisin et de tabac pour l'entreprise du Monopole d'État (Tekel). En 1997, nouveau changement de fonction et nouvelles exactions : l'ancienne église devient un atelier de tapis. Enfin, sur l'initiative du préfet nommé en août 2000, la décision est prise de la restaurer et d'en faire un centre culturel, inauguré finalement en mai 2002 (d'après *Cumhuriyet*, 14/05/2002, p. 7).

- 54 L'organisation de festivals culturels dans la région, comme celui de Diyarbakır depuis 2000 ou des « Journées de philosophie de Harran » (qui se déroulent depuis 1999) ou de la « Semaine des activités culturelles et artistiques d'Urfa » (depuis 1990), participe aussi à ce renouveau touristique, qui peut être aussi un tourisme national (Ankariotes et Stambouliotes viennent de plus en plus consommer de l'exotisme à Urfa ou Mardin). De même, le travail désormais conduit en vue de sauvegarder, voire de « reconstruire » les savoir-faire locaux, comme le travail des pierres, de l'étain ou du cuivre à Urfa, relève de l'attention nouvelle portée par les autorités du GAP aux cultures locales, non sans folklorisation de celles-ci, à des fins clairement touristiques.
- 55 Toutes ces initiatives, favorisées par le nouveau climat de détente dans la région, ont abouti en 2002 à des résultats concrets en termes de fréquentation touristique. Au Nemrut Dağı comme au musée de Gaziantep (où se trouve une partie des mosaïques sauvées des eaux à Zeugma), le nombre de touristes a été multiplié par deux. Mais la guerre en Irak au début de l'année 2003 a eu pour effet de geler ce regain, rappelant la

fragilité de ce secteur si sensible à la conjoncture politique régionale et aux lectures qui en sont faites dans les régions d'où proviennent les touristes.

5. Quelle appréciation générale du point de vue économique ?

- 56 En un certain sens donc, on peut dire que le GAP a eu pour effet, indésiré et non anticipé, d'accroître les disparités au sein de la région du Sud-Est. Si à une échelle nationale un rattrapage s'est amorcé, à une échelle plus fine de nouveaux déséquilibres sont en fait apparus. L'examen de l'évolution du PIB/habitant départemental, indice discutable mais commode, ne montre aucune amélioration nette durant deux décennies, sauf pour un département comme Gaziantep, qui semble faire exception et avoir accaparé une grande partie des retombées du GAP. Les tableaux 1 et 2 montrent en effet que la plupart des départements de la région du GAP restent parmi les plus mal pourvus. À l'exception de Gaziantep et de Kilis, ces départements figurent, avec ceux de la région « Est anatolien » en queue de liste en ce qui concerne le PIB/hab. ; Adiyaman et şırnak, étant, toujours d'après cet indice, les plus en retard de développement.
- 57 À l'instar de la situation globale en Turquie, une accentuation des écarts de revenus et de niveaux de vie s'est produite dans la région du GAP et l'on peut parler d'une paupérisation croissante d'une frange de la population régionale. Les queues devant les étals de pain rassis, le pain frais étant devenu pour beaucoup une denrée trop chère, ces derniers temps à Batman, peuvent être considérées comme des indices de cette paupérisation ; au même titre que, toujours à Batman, les files d'attente lors de la distribution de repas gratuits lors du Ramadan. De même, les recours croissants pour l'obtention de la « carte verte » —qui donne accès à des soins gratuits—, délivrée sur certificat de pauvreté par les sous-préfectures, paraissent confirmer cette tendance à l'appauvrissement. Dans le département de Kilis à la fin de l'année 2001, plus d'une personne sur 5 possède déjà une « carte verte » ; à Diyarbakır en 2002, ce serait une personne sur 3. Enfin, la consommation pirate d'électricité augmente fortement depuis 1999, même à Gaziantep.

Tableau 16 : Population, PNB/hab. et investissements publics dans certains départements du Sud-Est en 1999

Yeni Gündem, 11/6/2000, p. 10.

Tableau 17 : Le revenu par habitant à l'échelle des départements en Turquie (pour une moyenne nationale de 3 176 dollars US/habitant)

Özgür Bakış, 15/12/1999.

- 58 De même, si l'on regarde les chiffres officiels du chômage, dont beaucoup d'économistes turcs reconnaissent qu'ils sont très en dessous de la réalité, compte tenu de la mauvaise comptabilisation de la population active, on ne peut pas dire qu'entre 1980 et 2003 il y ait eu une amélioration, loin de là. Aussi, eu égard à la situation, l'Administration du GAP a-t-elle lancé en 2000, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), un projet de développement du potentiel d'emploi dans le GAP.
- 59 Donc, malgré le GAP et les « paquets d'investissements » lancés par l'État turc dans la région depuis des années, le sous-emploi et la pauvreté continuent à faire des ravages et à pousser à l'émigration. D'ailleurs, un examen du montant des aides publiques et

des incitations à l'investissement dans la région, comparée aux autres, révèle une position modeste du GAP (tab. 3 et 4), qui semble même indiquer un recul de l'intervention publique. Le projet de Turgut Özal, ancien président de la République turque (mort en 1993) et grand promoteur du GAP, de résoudre la « question du Sud-Est » par le développement économique paraît donc marquer le pas.

Tableau 19 : La répartition régionale des incitations à l'investissement consenties par l'État turc (1998-mi 2000).

Yeni Gündem, 23/7/2000, p. 10.

D. « Le GAP social » : une mobilisation tardive mais non sans portée ni ambiguïté

- 60 Il a été signalé au début de ce travail que le projet du GAP s'est très sensiblement infléchi au cours des années, dans un sens de plus en plus « social ». En effet, dans la formulation actuelle du projet, les « objectifs sociaux » sont de loin les plus fournis. Si l'on se fie à la littérature officielle de l'Administration du GAP, dans l'énumération des objectifs, après les « objectifs généraux de développement », viennent les « objectifs de développement agricole », puis les « objectifs de développement industriel », puis « l'approche planificatrice » et enfin les « objectifs de la politique sociale du GAP ». Cette dernière rubrique décline d'abord les grands principes du « Plan d'action sociale du GAP », qui apparaît comme le programme désormais central :

Tableau 18 : Les aides publiques à l'investissement en Turquie durant les 6 premiers mois de l'année 2000

Trésor turc, cité par *Yeni Gündem*, 20/7/2000, p. 10.

« La planification, l'application, le suivi et l'évaluation réalisés en vue de développer les ressources naturelles et humaines dans le cadre du GAP seront faits avec la participation (nous soulignons) des habitants de la région.

Des mesures seront prises pour garantir l'accessibilité des principales ressources et la productivité de celles-ci.

En assurant la collaboration des institutions publiques, locales et volontaires, il sera fait usage du potentiel humain de ces institutions et d'autres potentiels (en termes de finances, de matériel, de technique et d'information...).

La priorité sera donnée aux femmes et aux jeunes. »

- 61 Ces principes rappelés, sept objectifs sont détaillés ; nous n'en traduirons que ceux qui nous semblent importants et révélateurs des infléchissements survenus :

« **La structure sociale** : Accroître l'action d'institutions et d'organisations modernes (*çağdaş*) qui accélèrent la disparition des éléments des structures traditionnelles faisant obstacle au développement. Créer une infrastructure qui intensifiera les activités des institutions culturelles garantissant à l'avenir une synthèse positive de la culture nationale et des sous-cultures locales de la région. Renforcer les relations démocratiques à l'intérieur des familles, soutenir l'unité familiale en prenant en compte les changements inhérents au processus de développement.

Le secteur agricole : (...)

L'emploi : Diminuer le taux de chômage officiel de la région, qui est supérieur à la moyenne nationale du pays. S'employer à attirer dans la région en premier lieu la force de travail qualifiée et les détenteurs de capitaux qui ont quitté celle-ci auparavant. (...)

Éducation : Prendre des mesures pour élever le niveau d'éducation de la région, particulièrement en direction des jeunes filles et des femmes. (...)

Santé : Prendre des mesures visant au moins à rapprocher des moyennes nationales les taux de mortalité infantile et enfantine, ainsi que le taux de natalité. (...)

Population : (...) Prendre des mesures incitatives pour assurer la concentration de la population dans les villages centraux et dans les petites villes afin de rendre possible de manière efficace le développement de la région.

Sédentarisation : Faire passer à un mode de vie sédentaire les populations nomades et semi-nomades dont l'espace de vie se réduit du fait des développements sociaux et économiques. Dans le cas des populations réinstallées en raison de la construction des barrages, prendre en compte les principes du développement social, culturel et économique. »

- 62 La formulation de ces « objectifs sociaux » mérite commentaire. En effet, elle témoigne du glissement d'un projet au départ technique et économique à un projet de société total, pour ne pas dire, pour reprendre l'avis de certains observateurs, totalitaire. Au-delà des concessions terminologiques faites à la rhétorique développementaliste internationale, avec la référence obligée à la *participation*, et de la focalisation insistante sur les jeunes filles et les femmes, la volonté affichée de changer les structures sociales et les comportements démographiques dessine une autre visée du projet, qui n'est pas sans ambiguïté. En filigrane, on lit la dénonciation — lieu commun lancinant du discours politique et scientifique sur la *région* — des structures qualifiées de tribales et d'archaïques du sud-est de la Turquie. À cet égard, aucune réflexion critique sur les politiques du centre, qui ont entretenu à dessein ces structures n'est conduite. De même, le souci avoué de réduire le particularisme démographique (il est sous-entendu ici « kurde ») et les objectifs de regroupement de population et de sédentarisation pourraient apparaître bien peu participationnistes, voire franchement autoritaires. Enfin, le but avoué de subordonner les *sous-cultures* régionales à la *culture nationale* confère au projet un caractère encore plus discuté, de projet d'assimilation, cette fois-ci très éloigné des impératifs de préservation de la diversité culturelle des politiques actuelles de développement ailleurs dans le monde. Ce programme social opère donc un mélange saisissant entre des paradigmes de développement appartenant à des époques et des régimes d'intervention assez différents.
- 63 Le nouvel instrument de cette politique sociale, ce sont les ÇATOM (ou « Centres sociaux à buts multiples »), lancés en 1995, qui dépendent directement de l'Administration du GAP, associée aux préfectures des départements concernés et ponctuellement à l'UNICEF (pour le versant éducatif). Les textes officiels décrivant les missions des ÇATOM sont des plus révélateurs :
- « Le GAP, au départ projet d'irrigation et d'amélioration des infrastructures, est devenu en 1989 un projet de développement régional intégré, multi-sectoriel, et à partir de 1995 s'est transformé en un projet de développement humain durable. »
- « Quatre programmes principaux caractérisent ces centres sociaux :
- programmes éducatifs
programmes de santé
programme d'acquisition d'un métier
programme de soutien social (à destination des nécessiteux et des scolaires). »
- 64 On notera, une fois de plus, l'emprunt à la rhétorique dominante du développement. En outre la phrase citée ci-dessus résume admirablement l'histoire du GAP et de sa réorientation. Le public cible des ÇATOM, ce sont les femmes et les enfants, considérés comme les moteurs de toute entreprise de développement. Reprenant une des revendications formulées lors de la « Conférence des Nations Unies sur la

discrimination contre les femmes » de 1985, un des objectifs des ÇATOM est ainsi de sortir les femmes de leur « invisibilité sociale » en leur redonnant une position reconnue. Depuis 1995, de nombreux ÇATOM ont été créés ou sont en passe d'être créés, dans toutes les préfectures, dans des sous-préfectures et dans de plus en plus de villes moyennes, voire petites, de la région. Fin 2002, on en dénombrait 26 ouverts et plus d'une dizaine en projet (à Midyat/ Mardin, Benusen/Diyarbakır, Kurtalan/Siirt, Nusaybin/Mardin, Kilis, Bozova/Urfa). En outre, les ÇATOM ont acquis en quelques années une reconnaissance internationale étonnante, participant à toutes les grandes conférences internationales sur le développement (comme à Johannesburg en septembre 2002) ou sur l'eau (Kyoto, mars 2003). De ce point de vue, avec une grande habileté, les promoteurs des ÇATOM sont parvenus à les inscrire dans l'agenda international des ONG... ; phénomène étonnant quand on sait qu'il s'agit d'institutions très étatiques, associant localement tous les services et représentants du centre politique (du ministère de l'Éducation nationale à l'armée). Mais la transversalité institutionnelle de ces centres sociaux —qui constitue en soi une innovation notable—, leur investissement par des associations et fondations multiples et leur inscription dans des terrains locaux diversifiés les ont en quelque sorte autonomisés.

- 65 Dans ce nouvel esprit, ces dernières années, en collaboration avec de nombreuses associations et fondations, l'Administration du GAP a développé un volet social, décliné en trois axes principaux : action éducative envers les enfants et les femmes, planning familial et lutte contre la pauvreté. Une des associations les plus mobilisées en termes de travail éducatif est l'« Association de soutien à la vie moderne » (ÇYDD), avec la « Fondation de Turquie pour l'éducation par les bénévoles » (TEGV). À ces associations et aux institutionnels s'ajoutent depuis quelque temps le secteur privé, comme certaines grandes holdings (ainsi Sabancı), qui participent désormais aussi à cette mobilisation. De ce fait, on peut parler, surtout depuis la fin des affrontements entre le PKK/KADEK et l'armée turque (2000), d'une véritable mobilisation sociale dans la région du GAP.
- 66 L'axe éducatif passe par la reconstruction de l'infrastructure scolaire de la région, qui a souffert du climat de tension ayant prévalu pendant des années dans la région. En outre, un effort spécial est déployé à l'adresse des jeunes filles encore trop souvent tenues à l'écart de toute scolarisation. Des aides et des bourses sont délivrées —notamment par la ÇYDD— pour augmenter le taux de scolarisation des jeunes filles, sacrifiées et exclues de fait. De nouveaux pensionnats ont été ouverts dans les bourgades, sous-préfectures et préfectures, pour les enfants des secteurs ruraux dépourvus de collège et lycée. Des bourses sont même offertes pour aller étudier dans des lycées avec pensionnat des grandes villes de l'ouest de la Turquie. En outre, pour les enfants de familles démunies, les frais d'inscription sont supprimés et le matériel scolaire et les manuels sont fournis. Ainsi, les nouvelles salles de classe inaugurées à la rentrée 2000 à Hasankeyf, haut lieu de la région GAP, ont été construites et équipées à la suite d'une collaboration entre armée, ÇYDD et une entreprise privée ayant sponsorisé l'opération.
- 67 Plus largement, l'action culturelle apparaît désormais comme une composante à part entière du développement social de la région, comme en témoigne le « Centre de l'enfant et de la jeunesse du 75^e anniversaire » de Diyarbakır, qui mène une action à l'endroit des enfants de la rue à travers des activités artistiques. De la même façon, l'ouverture en 2002 du « Centre culturel de Diyarbakır » (*D. Sanat Merkezi*) dans le centre

commercial *Galeria*, sur l'initiative de l'*Anadolu Kültür A.Ş.* dirigée par Osman Kavala, participe de ce renouveau. Parallèlement, quand on retourne dans la région après les années sombres traversées, on est surpris par la multiplication de cafés-bibliothèques, cafés- librairies ou cafés-concerts, voire de galeries d'exposition dans toutes les grandes villes de la région. Mais là encore, le retard accusé et les inégalités sont considérables : une préfecture comme Batman apparaît encore largement sous- équipée. A fortiori, dans les villes moyennes et les petites villes de la région, l'infrastructure culturelle — telle qu'on l'entend communément en tout cas— est dérisoire, comme à Siverek (département d'Urfa) qui comptait il y a 20 ans trois salles de cinéma et qui n'en compte à présent plus. Le chantier culturel du GAP demeure donc ouvert pour de longues années.

- 68 En direction des femmes, outre une politique d'alphabétisation et de sensibilisation aux principes de l'hygiène, des formations pratiques à des métiers manuels sont proposées. L'idée est de permettre à ces femmes de conquérir une indépendance décisionnelle et économique. Des cas de réussite existent, certaines femmes ayant même créé leur propre entreprise, parfois sur un mode coopératif, qui servent d'exemples. Dans ce cadre, des associations nationales, comme KA-MER (Centre des femmes) jouent un rôle moteur.

L'exemple d'İdil (département de şırnak)

L'action conduite dans cet arrondissement par un sous-préfet entreprenant et l'association ÇYDD peut être prise en exemple. En raison de l'état de guerre civile, la scolarisation n'y a pas été assurée pendant des années. Pour mettre fin à cette situation, en 1999, le sous-préfet, en collaboration avec la ÇYDD, a décidé de faire réparer et de rouvrir les écoles des villages de l'arrondissement qui avaient été fermées, du fait du départ des enseignants terrorisés par le climat de tension qui régnait. Une fois la sécurité revenue, il a fallu rétablir la confiance. Des jeunes volontaires au chômage ont été recrutés pour assurer les cours, là où les enseignants refusaient de revenir. Une nouvelle école a été ouverte à İdil, avec au départ des jeunes recrutés pour l'encadrement. Puis un festival d'İdil a été organisé pour redorer l'image de la petite ville, attirer l'attention de l'opinion publique et récolter des fonds pour financer cette action de reconstruction éducative. Maintenant, des dizaines de filles et de garçons poursuivent leurs études hors de l'arrondissement, à Istanbul notamment, avec des bourses de la ÇYDD. Et selon un responsable de la ÇDYD : « À présent [à İdil] on chante l'hymne national, on fait le lever du drapeau et on dit 'je suis fier de me dire Turc', chaque jour ». D'après *Cumhuriyet*, 13/11/2000, p. 6.

- 69 Sur le versant du planning familial, l'armée, les services sociaux des différentes préfectures concernées et du GAP, comme nombre de fondations œuvrent à l'éducation des femmes et des filles et à la distribution de moyens de contraception, malgré les résistances masculines. Cette action de limitation des naissances est d'ailleurs l'objet d'une lecture politique qui alimente nombre de polémiques. La presse turque s'est en effet fait l'écho de l'existence d'un rapport sur la « bombe démographique kurde » élaboré à l'instigation de l'état-major turc, qui préconiserait de renforcer, en allant jusqu'à la ligature des trompes, voire la stérilisation, l'action de limitation des naissances dans les départements à majorité kurdophone.

- 70 Enfin, en matière de lutte contre la pauvreté, outre l'action des préfectures et l'aide internationale (souvent européenne), des associations et fondations locales ou nationales sont présentes sur le terrain. À cet égard, une politique de micro-crédits, inspirée de la longue expérience bengalie, a été récemment lancée à Diyarbakır.
- 71 Au total, le GAP social, soucieux d'une certaine manière des patrimoines culturels et humains, eux aussi en voie de reconstruction, doit être inscrit dans le remarquable essor de la « société civile » régionale, tel que le décrit S. Diken (2001) dans un ouvrage récent qui permet de prendre la mesure concrète et ambivalente de ce développement. En effet, la multiplication des associations et autres fondations ces dernières années est à la fois l'expression de la détente régionale et d'une stratégie de l'État central, bien conscient de la nécessité de s'appuyer sur ce tissu associatif, relais indispensable, à l'extension duquel il participe activement (comme on l'a vu dans le cas des ÇATOM).

NOTES

70. Cf. *Yeniden Özgür Gündem*, 4-10/05/2002, p. 2.

71. Cf. *Cumhuriyet*, 16/08/2002, p. 13.

72. Cf. *Dünya*, 18/11/2002, p. 14.

73. Dans certains arrondissements du département d'Adıyaman, comme celui de Çelikhan, ou de l'arrondissement de Batman (Kozluk), le tabac est une véritable monoculture, assurant l'essentiel des revenus des habitants.

74. Cf. *Dünya*, 20/03/2003, p. 10.

75. L'activité développée dans la région (Diyarbakır et Adıyaman) par l'*American Jewish Joint Distribution Committee*, association caritative, en direction des enfants de la rue, est ainsi parfois interprétée comme un signe supplémentaire de cette influence israélienne.

76. Pour le cas du village de Doğankavak (arrondissement de Besiri, département de Batman), cf. *Yeni Gündem*, 4/06/2000, p. 3.

77. Alors même que sa richesse est connue de longue date ; cf. Gabriel, 1940.

78. Cf. "Beyaz altın Urfa'ya gelince" (l'or blanc une fois arrivé à Urfa), *Cumhuriyet*, 1/11/2000, p. 8.

79. Cf. *Dünya*, 28/01/2003, p. 2.

80. Cf. *Dünya*, supplément spécial "Gaziantep", 17/06/2003, p. 1.

81. On peut se reporter au site Internet de la société qui organise une grande partie des foires et expositions à Gaziantep, Akort : www.akort.com

82. Information transmise par Fadime Deli, doctorante à l'IFEA ; qu'elle en soit ici remerciée.

83. Élu *in absentia*, en novembre 2003, député indépendant de Siirt, F. Akgündüz, qui était à l'étranger, recherché par la justice turque, est rentré en Turquie fort d'une immunité opportunément acquise. Mais l'invalidation de l'élection à Siirt a entraîné son arrestation immédiate ; il vient d'être condamné à de nombreuses années de prison.

84. Comme le ministre de l'Industrie ou celui de l'Intérieur, en mai 2003.

85. Voir le site Internet du projet : www.merdinar.itu.edu.tr

86. Voir à ce sujet le bel ouvrage collectif publié récemment par les éditions Yapı Kredi (2002).